

ALGÉRIE:

Le taux de pauvreté en Algérie s'est fortement réduit au cours des dernières années, selon une étude réalisée par le Centre d'étude et d'analyse de la population et du développement. Les experts attribuent ce recul apparent de la pauvreté au renchérissement des prix du pétrole, qui a permis de multiplier les projets gouvernementaux, une augmentation des niveaux d'éducation, des taux de fertilité moins élevés et un meilleur accès à l'eau potable et aux systèmes d'assainissement.

Le taux de pauvreté en Algérie est tombé à moins de six pour cent, selon une étude réalisée par le Centre d'étude et d'analyse de la population et du développement (CNEAPD). Ces données ont été rassemblées entre 2004 et cette année auprès de 5 000 familles algériennes originaires de 43 wilayas dans l'ensemble du pays, à la demande du ministère algérien de l'Emploi et de la Solidarité nationale.

"Les revenus des personnes et les conditions de vie se sont améliorés", a indiqué à l'APS le président du CNEAPD, Tahar Hocine. Il a ajouté que la baisse de la pauvreté pouvait être attribuée à plusieurs facteurs, dont un certain nombre de projets économiques qui ont ouvert plus de possibilités d'emploi.

La baisse de la pauvreté en Algérie a

résulté en grande partie de l'augmentation des prix du pétrole, qui a permis au gouvernement d'engager de grands projets dans les secteurs des services et de l'agriculture. Cette tendance peut également être attribuée à un meilleur taux d'alphabétisation et d'éducation, à la baisse des taux de fertilité, à un meilleur accès aux systèmes d'assainissement et à l'eau potable, à l'électricité, et à un transfert des populations des zones rurales vers les zones urbaines, selon une étude réalisée en 2001 par l'Institut arabe de prévision, basé au Koweït, qui étudie les niveaux de pauvreté en Algérie depuis 1966, en tenant compte de tendances à long terme.

Selon La Nouvelle République, le taux de chômage est passé de 30 pour cent en 1999 à 15,3 pour cent cette année, et devrait tomber à 8,8 pour cent en 2009.

Toutefois, un rapport du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) publié en mars montrait qu'en dépit de l'amélioration de la situation financière du pays, l'Algérie était face à un problème de répartition inégale du revenu national. L'indice 2005 du développement humain du PNUD classait le pays au 103ème rang sur 173 pays.

De même, l'agence Associated Press note que les chiffres optimistes de cette étude récente sont très éloignés de la réalité sur le terrain, affirmant que les économistes et les sociologues ont divisé la société algérienne en deux catégories: les riches, qui profitent des pauvres, et les pauvres, de plus en plus démunis.

Cependant, l'étude du CNEAPD montre que les familles algériennes sont de plus en plus nucléaires, ce qui pourrait

avoir une incidence sur le taux de pauvreté dans le pays à long terme, dans la mesure où des taux de natalité plus faibles apparaissent concomitants à la réduction de la pauvreté. "Cette nouvelle tendance est liée à l'éducation, au revenu familial et au logement", rapporte l'agence AP, en citant M. Hocine.

Par ailleurs, M. Hocine a indiqué à Associated Press que les zones rurales restent caractérisées par la famille étendue. Dans ces régions, les familles algériennes vivent encore d'une manière traditionnelle, avec les grands-parents, les parents et les enfants sous le même toit.

Source: Magharibia (Lyes Aflou à Alger a apporté sa contribution à cet article.)

LIBYE

Dans un discours récent, Seif al-Islam Kadhafi, le fils aîné, et le plus connu du leader libyen, le colonel Moammar Kadhafi, a sévèrement critiqué le climat politique et économique de son pays et appelé à des réformes. Les investisseurs du Maghreb, en particulier tunisiens, espèrent profiter de tout allègement des restrictions commerciales qui pourrait en résulter.



Le discours prononcé, en août dernier, par Seif al-Islam Kadhafi, le fils du dirigeant libyen Moammar Kadhafi, devant 15.000 jeunes militants à Sert, a fait l'effet d'une bombe au Maghreb, en particulier en Tunisie voisine, où il a fait la Une du quotidien Assabah.

Seif al-Islam s'en est pris à "l'état de chaos" qui règne dans son pays, appelant à une constitution permanente et à l'ouverture économique.

Les investisseurs libyens et leurs homologues du Maghreb se plaignent souvent de l'absence de législation systématique pour les investisseurs et d'une bureaucratie trop dispendieuse.

En dépit de la création de l'Union du Maghreb arabe en 1989, l'activité commerciale dans l'Union est restée minime du fait de l'isolement de la Libye sur la scène internationale, jusqu'à une date récente.

La Tunisie reste le principal partenaire économique de la Libye en Afrique, selon l'agence de presse Sapa. Le mois dernier, les deux pays ont annoncé un plan conjoint pour les investissements dans le secteur du tourisme. Grâce aux réserves de gaz et de pétrole de la Libye et à l'ouverture commerciale de la Tunisie avec l'Union européenne, une relation économique mutuellement bénéfique est possible, bien que la Libye doive encore réduire une trop grande bureaucratie. Les hommes d'affaires tunisiens en Libye sont encore appelés, de manière ironique, des "aventuriers".

L'Union tunisienne de l'industrie et du commerce a pris note du programme annoncé par Seif al-Islam en faveur de l'ouverture de larges horizons pour les investisseurs. "Nous disposons de travailleurs expérimentés et spécialisés auquel le marché intérieur

ne peut offrir de débouchés", a fait savoir l'organisation commerciale.

Le fils de Kadhafi a également promis aux jeunes Libyens une révolution intellectuelle appelée "Plan d'un million". Son objectif est de créer un million de portefeuilles et de sociétés d'investissement et de fournir un million de lignes téléphoniques fixes et mobiles, ainsi que des ordinateurs personnels à un million d'enfants libyens.

Les investisseurs étrangers, dont ceux du Maghreb, se plaignent du manque d'infrastructures nécessaires à leurs projets, en particulier dans le domaine des communications, essentiellement nationalisées et contrôlées par l'Etat.

Seif al-Islam, qui dirige une association caritative qui milite pour la modernisation économique et l'amélioration dans le domaine des droits de l'Homme, a qualifié les fonctionnaires du pays de "chats engraisés par des mariages croisés illégitimes", qui ont créé une véritable "mafia libyenne". Il a affirmé que la faillite du système était due à "l'absence de constitution, de lois et

d'une autorité fermement établie".

Après avoir critiqué le manque de liberté de la presse, en affirmant que la Libye "n'a pas de véritable presse", Seif al-Islam a affirmé que le pays a besoin de travailler à la diversification de son économie et à l'ouverture de ses frontières aux banques étrangères.

Plusieurs banques tunisiennes cherchent à pénétrer le marché libyen, après avoir analysé les résultats obtenus par la banque tunisienne BIAT, déjà active en Libye.

Seif al-Islam a semblé optimiste, en dépit des obstacles reconnus auxquels se heurtent ses projets de réforme, en particulier au sein de son propre pays.

Dans son discours de dimanche, il a affirmé: "Ce nouveau plan consiste à évaluer cette période [passée] et à commencer dès demain avec une nouvelle détermination et une nouvelle stratégie."

Jamel à Tunis a contribué à cet article. (Magharibia)